
Le mouvement amazighe au Maroc : défense d'une identité culturelle, revendication du droit des minorités ou alternative politique?

Marguerite ROLLINDE*

Les dix dernières années ont vu l'apparition sur la scène publique d'un nouveau mouvement au Maroc, le mouvement berbère ou plutôt amazighe, comme il se nomme lui-même. Il apparaît déjà cependant en 1967, avec la création de l'AMREC (Association Marocaine de la Recherche et des Echanges Culturels) à Rabat. Mais à cette époque, il s'agit de défendre la culture et les arts populaires. La question du berbère est, alors, tabou. D'une part, le souvenir du Dahir berbère de 1930¹ rend impossible toute revendication d'une spécificité culturelle ou linguistique: "Depuis, il ne fallait plus parler de l'amazighité et encore moins en être fier. Tout discours qui va à l'encontre de ce "principe" peut être une réactivation consciente ou inconsciente du Dahir comme si les gènes de l'amazighe l'avaient assimilé"². D'autre part, les partis de gauche assimilent les revendications berbères au Mouvement Populaire, dirigé par Mahjoubi Aherdane, qui représente la réaction des élites traditionnelles rurales face à un Etat urbanisé et moderne.

I. Le contexte international

L'impact du contexte international apparaît essentiel dans l'explication de la montée des revendications culturelles et identitaires dans les mouvements sociaux des 30 dernières années marquées par le

* - Institut Maghreb Europe. Université Saint-Denis Paris VIII

¹ - Ce dahir avait tenté de soustraire les tribus cataloguées comme berbères à la juridiction pénale du sultan. Voir supra, chapitre I.

² - JAZZI, El Mehdi. – Dahir berbère : mythe ou réalité – in Tammunt n°4 Juin 1994, p.10.

"désenchantement" face aux idéologies qui avaient animé toute la génération des lendemains des indépendances, à laquelle appartient la plupart des animateurs du mouvement berbériste actuel. 1967 a marqué pour beaucoup la fin du rêve panarabiste porté par Nasser. La chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide ont accéléré la remise en cause du modèle marxiste. Enfin la tentative de Saddam Hussein d'incarner le rêve d'une grande nation arabe a échoué avec la Guerre du Golfe. Ces échecs ont révélé la véritable nature du régime nassérien ou irakien. Si certains militants des mouvements nationaux ou des courants marxistes décident de fermer les yeux sur la politique intérieure de Saddam Hussein, donnant la priorité à la "cause arabe" sur la démocratie, d'autres prennent conscience que les régimes de libération des peuples peuvent devenir des régimes d'oppression des individus et sont en quête d'un nouveau projet politique sur une base qui se veut culturelle et "authentique", aboutissant pour nombre d'entre eux à l'islamisme ou à l'amazighisme.

C'est ainsi que la défaite de l'Irak, tout comme les bouleversements en Europe de l'Est, constituent un véritable tournant dans la prise de conscience de l'identité amazighe. Après la victoire américaine, les étudiants formés dans les rangs de l'UNEM (Union des Etudiants Marocains) et qui se sont joints au courant de soutien en faveur de l'Irak pour aider leurs "frères arabes", vont passer de l'étude universitaire de la culture et de la langue à la création d'un mouvement politique pour la reconnaissance de l'identité berbère.

II. Histoire du mouvement culturel berbère marocain

Pluralité du mouvement

On ne peut parler d'un mouvement berbère unifié au Maroc. Il se caractérise par la pluralité dans ses objectifs, ses stratégies, ses représentants. Parti du milieu universitaire, il s'affirme à travers ses artistes, et développe des stratégies associatives qui dépassent, pour certaines, le cadre national, et évoluent parfois en partis politiques.

Le mouvement, au départ, reste confiné dans les milieux universitaires, qui travaillent sur la poésie et les chants populaires. Il y est encore très présent, en particulier à la Faculté de Lettres d'Agadir, où se concurrencent deux courants, les enseignants préconisant un travail sur la langue, tandis que les étudiants veulent agir politiquement au sein de l'UNEM, où ils s'affrontent de plus en plus aux islamistes qui représentent la deuxième tendance majoritaire dans cette université.

Les artistes jouent un rôle très important et s'adressent, quant à eux, à un public beaucoup plus large que celui des universitaires, surtout par leurs chansons, mais aussi par la poésie, le roman ou la peinture. Beaucoup agissent individuellement hors de toute structure, mais certains d'entre eux participent au mouvement associatif ce dernier est divisé en trois courants: le premier s'exprime au sein du Mouvement National Populaire (MNP) de Mahjoubi Aherdane et de son fils Ouzzin, autour de la revue *Tifinagh*. Le MNP se positionne clairement comme un parti politique et a deux représentants dans le gouvernement de Abderrahmane Youssoufi. Le second représenté par l'AMREC, de tendance modérée, s'organise autour de Brahim Akhiad et du journal *Tamount*. Le troisième courant a donné naissance en 1978, à Rabat, à l'Association Nouvelle pour la Culture et les Arts Populaires (ANCAP ou *Tamaynut*), à l'initiative d'intellectuels soussis installés à Rabat.

Du "culturalisme" au discours du droit

Hassen Id Belkacem, directeur du journal *Tasafut* est le principal animateur de *Tamaynut* (ANCAP). C'est lui qui a fait évoluer un mouvement "culturaliste" au départ en un mouvement de droit qui sort des limites de l'Etat national pour porter ses revendications devant les organismes internationaux.

Il est né dans un village du Haut Atlas, en 1950. A la maison, la seule langue est le tamazight. Son père, petit paysan, est un *taleb*. Il a enseigné le Coran toute sa vie, mais il le récitait par coeur, ne sachant ni l'arabe classique, ni le dialecte. Hassen Id Belkacem a suivi l'enseignement de son père dans les mosquées de son village ou avoisinantes, jusqu'à 10 ans, puis est entré dans un internat de l'Institut islamique de Taroudant, où il a étudié la *charia* et suivi un enseignement très traditionnel. Après son baccalauréat, il accède à l'Université et choisit la Faculté de droit de Rabat.

Engagé à l'UNEM "comme tout le monde", dit-il, il est arrêté à la suite d'une manifestation, en 1974, et condamné à un an de prison, avec dix autres étudiants, pour atteinte à la sécurité de l'Etat. On avait trouvé chez lui des publications secrètes de l'organisation *23 mars*³, même s'il n'en n'était pas vraiment membre et avait simplement participé à des réunion où "on parlait de tout, de la révolution, de la répression: on était convaincu que sans la révolution il n'y aurait pas de droits"⁴

³ – 23 Mars est l'un des courants clandestins du mouvement marxiste des années 70 qui s'est transformé par la suite en un parti légal, l'OADP.

⁴ - ID BELKASSEM. Hassen. –entretien avec l'auteur – Rabat, Avril 1997.

En prison, il s'affronte avec les autres détenus sur la question de l'identité berbère et se fait critiquer pour avoir osé écrire un texte en berbère et initier d'autres détenus à cette langue. Selon lui "tous les prisonniers politiques étaient des nationalistes arabes, ce n'étaient pas des marxistes léninistes. Dans la prison le seul qui a reconnu la nécessité de parler du droit des berbères, c'est Abraham Serfaty, à cause de sa situation personnelle"⁵.

En 1979, date de la création de l'AMDH (Association Marocaine des Droits de l'Homme), à laquelle il adhère, il participe à la création d'une autre association "l'Université d'été d'Agadir", qui a organisé sa première rencontre en août 1980, sous le titre "La culture populaire - l'unité dans la diversité". Le "printemps berbère" en Algérie joue sans conteste un rôle dans l'extension du mouvement à cette époque. C'est la première fois, au Maroc, qu'on parle de l'identité tamazighe et des droits linguistiques, culturels dans une rencontre ouverte. Mais les émeutes de 1981, à Casablanca, et la répression qui s'ensuit renvoie de nouveau ces questions dans le cadre clos de l'université. Le mouvement amazigh est pratiquement privé de toute activité jusqu'à la fin des années 80, la revue de M. Aherdane, *Amazigh*, est interdite, et Hassen Id Belkacem est arrêté après avoir posé une plaque en tfinagh devant son cabinet d'avocat.

Il faut attendre les débuts de la relative ouverture du champ politique avec la création de l'OMDH (Organisation Marocaine des Droits de l'Homme) en 1988 et le nouvel élan donné à l'AMDH, mais surtout le choc de la guerre du Golfe pour que la question amazighe revienne sur le devant de la scène. Dans ce contexte nouveau, il ne s'agit plus seulement de faire revivre une langue et une culture populaires au sein de l'Université, mais bien de la revendication d'une identité et d'une appartenance à une communauté nationale. La Charte d'Agadir de 1991 constitue la première déclaration "nationale" du Mouvement Culturel d'Agadir en appelant à "une politique linguistique et culturelle démocratique fondée sur la reconnaissance et le respect des droits linguistiques et culturels légitimes de l'ensemble des composantes du peuple marocain (dans la perspective) de l'édification de la culture nationale démocratique". Elle formule des revendications dont la première, et non la moindre, est une révision de la Constitution dans le sens de la reconnaissance du "caractère national de la langue tamazight à côté de la langue arabe".

La Conférence Internationale des Droits de l'Homme à Vienne en juin

⁵ – Ibid. Il fait ici allusion au fait que Abraham Serfaty appartient, lui aussi, à une communauté minorisée, la communauté juive marocaine.

1993 donne l'occasion d'internationaliser la question amazighe, en présentant un Mémorandum sur les droits culturels et linguistiques amazighes, qui condamne "l'assimilation qui s'exerce sur les Imazighen" et souligne le caractère "génétiquement autonome" de leur langue par rapport à la langue officielle. La notion de "peuple amazigh" apparaît clairement au congrès de Douarnenez, en France, en août 1994, ce qui marque la volonté de dépasser les frontières nationales et de passer à un niveau transnational et en décembre 1994, Hassen Id Belkacem déclare dans un discours à l'ONU, à l'occasion de l'inauguration de la Décennie des peuples autochtones que: "les Amazighes sont victimes des violations de leurs droits identitaires, linguistiques et culturels". Il ne s'agit plus de se battre seulement pour une langue et une culture, mais pour le droit à exister⁶. L'étape suivante est franchie avec le Pré congrès Mondial Amazigh, qui s'est tenu en Lozère, du 1 au 3 septembre 1995, et a rassemblé des représentants du Maghreb, du Sahel (Maroc, Algérie, Libye, Mauritanie, Mali, Niger), des îles Canaries mais aussi d'Europe et d'Amérique. A cette occasion est apparue la notion de "peuple" amazighe, précédant de peu celle de "nation" et un projet de structure permanente "Congrès mondial amazighe" (CMA) a été proposé, sans compter la création d'un forum sur Internet qui dépasse toutes les frontières. Cette nouvelle Organisation Internationale Non Gouvernementale, basée à Paris, a adressé au roi Hassan II une lettre lors de sa visite en France en mai 1996 reprenant la revendication du mouvement marocain "afin que la nouvelle Constitution marocaine consacre définitivement Tamazight comme langue nationale et officielle". Le 15 novembre 1996, elle publie une déclaration qui "constate avec consternation et amertume que la nouvelle Constitution du 13 septembre 1996 ignore délibérément tout le fondement amazigh du Maroc..."⁷.

Lors des premières assises du CMA, du 27 au 31 août 1997 aux Iles Canaries, le mouvement marocain est apparu très divisé, en particulier par les antagonismes entre Ouzzin Aherdane et Hassen Id Belkacem⁸.

⁶ – En ce sens, pour un grand nombre de militants berbères, il n'y a pas de contradiction à défendre en même temps, les Palestiniens et les Berbères, en tant que peuples opprimés dans les deux cas.

⁷ – Déclaration citée sur le site Web du CMA.

⁸ – Les congressistes avaient d'abord élu un Conseil fédéral de 39 membres, dont 10 Marocains. Mais les partisans de Id Belkacem ont refusé de reconnaître cette instance dans laquelle ils n'étaient pas représentés et ont quitté les travaux. Les tractations menées par le bureau des assises pour les faire revenir sur leur décision ont butté sur l'intransigeance de l'aile rivale qui a refusé de remettre en cause la décision de l'Assemblée générale. Le Bureau a lors décidé d'exclure tous les Marocains et de remplacer "titre provisoire" ceux qui ont été élu au Conseil fédéral par des délégués de la diaspora.

III. Le discours amazighe

Le concept de "nation"

L'idée d'une nation amazighe se construit sur le modèle des mouvements nationaux précédents autour d'un peuple, les Imazighen, d'une langue, l'amazighe, et d'un territoire l'Afrique du Nord : "Dans l'esprit des peuples de la terre, qui dit Nord-Afrique dit peuple amazighe, et qui dit peuple amazighe dit Nord-Afrique"⁹. Ce lien originel mythique entre le peuple et la terre fait de lui un peuple "autochtone" au sens défini par les Nations Unies, désignant par ce terme "des groupes sociaux ayant une identité sociale et culturelle différente de celle de la société dominante, qui les rend susceptibles d'être désavantagés dans le processus de développement". Comme le font les Kabyles, les Amazighes au Maroc se réfèrent à la société berbère des origines comme un modèle de démocratie et prônent un discours "authentique" et non pas importé de l'Occident. Il s'agit par-là de se démarquer de la référence coloniale au Dahir berbère et de répondre au consensus autour d'une "nation arabe" par la mise en avant d'une autre "nation".

Par sa référence à une "nation" amazighe, ce mouvement paraît dépasser les frontières géographiques de l'Etat marocain pour se situer dans un ordre communautaire plus vaste, qui va jusqu'aux Canaries ou en France, à travers le mouvement beur. Mais son caractère transnational reste du domaine du mythe, il n'est pas clairement pensé; plutôt rêvé. Il n'est pas question de discours sécessionniste, même si l'Etat craint dans ce mouvement l'émergence d'un régionalisme contestataire.

L'opposition au consensus arabo-musulman

Contre le consensus autour d'un Etat nation représenté par un territoire, une langue, une religion, le mouvement amazighe, au Maroc, présente une revendication fondée sur "la reconnaissance et le respect des droits linguistiques et culturels légitimes de l'ensemble des composantes du peuple marocain" (Charte d'Agadir. 1991). Il s'agit de bouleverser le champ idéologique articulé autour de "l'arabité exclusive" du Maghreb, en lui opposant des objectifs de pluralisme et de démocratie. Une telle volonté remet en cause le monopole de représentation de la réalité sociale détenu par les élites citadines et peut déclencher des transformations profondes de la société. Pour certains intellectuels berbères, il s'agit de

⁹ – KHAIR EDDINE. Mohammed – La réalité de l'identité marocaine – in Tamunt, n°10, Février 1996, cité par LEHTINEN. T.- Op, cité.-p.79.

défendre en même temps le berbère et l'arabe dialectal, puisqu'il s'agit de défendre la culture populaire. Mais c'est aussi au nom de cette démocratie que certains militants marocains, loin de tout esprit de pluralité, contestent l'existence même d'arabes dans les sociétés du Maghreb, ou, à l'inverse, rejettent leur marocanité "Amazigh, c'est un homme libre, je suis amazigh–berbère, puis africain. Je ne suis pas marocain, car je définis les Marocains comme arabophones et les gens qui ont le pouvoir ce sont les arabophones, les orientalistes"¹⁰.

Citoyenneté / authenticité

L'objectif essentiel est la promotion de la langue et de la culture amazighes dans l'espace social marocain, mais il s'agit, à travers cela, de transformer le statut des Berbères dans l'espace étatique, notamment dans l'administration et l'enseignement et de casser le discours arabe qui minorise la berbéricité. A travers le discours sur le pluralisme et la démocratie apparaît une demande de "citoyenneté" nouvelle qui ne met plus de côté les masses au profit de l'élite. C'est aussi une recherche d'identité qui met en avant l'africanité du Maghreb, plutôt que son arabité. Derrière le droit à la reconnaissance du peuple amazigh se cache le droit à la démocratie, impossible tant que toute une partie de la société marocaine reste privée de ses droits. La lutte pour la cause amazigh fait alors partie de la lutte pour les droits de l'Homme.

Mais cela peut conduire à l'inverse quand il s'agit, dans le travail sur la langue, de "purifier" la langue tachelhit, pour être "authentique", et de refuser tout ce qui est "arabe", tombant ainsi dans un discours raciste qui peut prendre une tournure violente, au niveau du discours¹¹. Le discours amazigh dans la Faculté d'Agadir, en particulier, est également un outil pour les étudiants de l'UNEM. Face au déclin des militants de gauche à l'Université, il se présente comme une alternative, pour contrer le discours islamiste et se veut alors porteur de modernité.

IV. La réponse de l'Etat marocain

Actuellement il n'existe pas de réel projet alternatif commun à toutes

¹⁰ – Militant du mouvement amazigh, âgé de 27 ans, cité in LEHTINEN Terchi. Le mouvement culturel amazigh dans l'espace national et au-delà, l'histoire des légitimités concurrentes au Maroc. DEA "Société contemporaines du Maghreb-Europe, Université Paris VIII, 1996.

¹¹ – L'un de mes interlocuteurs ne voit dans les Arabes que des envahisseurs et pense qu'il faudrait construire un mur, comme le mur de Berlin, pour séparer les pays Tamazgha du monde arabe.

les composantes du mouvement. Cela s'explique non seulement par les divisions qui règnent au sein du mouvement culturel berbère, mais aussi par la réaction répressive du pouvoir qui tarde à laisser ouvert un espace d'expression.

Tant que les revendications portaient sur la langue et la culture, et qu'elles étaient limitées au milieu universitaire, l'Etat marocain n'intervenait pas trop. Mais des jeunes de la section d'Inezgane de Tamaynunt sont interpellés en février à cause d'un calendrier, figurant les têtes des anciens rois berbères, et qui déclare "Notre démarche consiste essentiellement à revendiquer notre identité culturelle qui se résume tout simplement dans le refus d'être autre que nous mêmes, dans le respect des autres nous sommes et nous voulons rester amazighes". De même lorsque des militants d'une association berbère marocaine, à Errachidia, brandissent des banderoles en langue amazighe, lors du défilé du 1 mai 1994, en lançant des slogans tels que "pas de démocratie sans tamazight", le pouvoir répond par l'arrestation des militants. L'ampleur de la réaction tant dans les milieux berbères que syndicaux ou des partis d'opposition amène le roi à prononcer un discours, le 20 août 1994, légitimant la revendication amazighe "J'ai parlé cher peuple bien des dialectes. Pourquoi? J'estime que les dialectes font partie des composantes de notre authenticité. Venu avec le Coran, l'arabe n'a pas supprimé nos dialectes... Nous sommes un peuple historique, un peuple dont l'histoire repose sur des fondements multiples, solides et sains, des fondements riches par leur diversité, leur génie et leur authenticité". Il se prononce également pour l'intégration des dialectes berbères dans l'enseignement, au moins au niveau du primaire. Son but est d'abord de calmer le jeu, mais aussi de favoriser l'émergence d'un courant qui puisse contrebalancer le mouvement islamiste. Le résultat est un journal télévisé en trois dialectes de quelques minutes chacun. Cela permet de "faire passer des images étatiques et monarchiques dans les foyers berbérophones"¹². De même, lors de la Fête du Trône, en juillet 1995, le roi remet en cause les partisans de l'arabisation systématique en se plaçant sur le plan des libertés individuelles et collectives "Eu égard à ma mission de protecteur des libertés individuelles et collectives, je m'opposerais à cette arabisation systématique". Ainsi il se présente comme le garant des libertés et adopte une attitude radicalement différente de celle du gouvernement algérien qui a choisi en juillet 1998 la voie de l'affrontement en imposant par la loi

¹² – IAZZI. El Mehdi. – Discours sur l'identité marocaine au XX^e siècle- légitimités en compétition. – in *Le Maghreb contemporain : histoire, identité et développement*, acte de conférence. Nordiska Afrikanstitutet, Uppsala, Suède, 'paraître M.Iazzi est enseignant' l'Université d'Agadir.

l'usage exclusif de l'arabe. Il agit ainsi de la même manière que lors de la campagne pour le changement de la *moudawana*, en 1992, assurant les femmes qu'il comprend leur discours et qu'il prend lui-même en charge leurs préoccupations, ou vis-à-vis des droits de l'Homme en créant un Conseil Consultatif des droits de l'Homme, chargé de travailler sur les dossiers que le roi lui soumet. Le discours d'ouverture du roi n'empêche d'ailleurs pas la poursuite des arrestations ni les interdictions de meetings culturels, et ses promesses d'introduire l'enseignement de la langue berbère à l'école n'ont été suivies d'aucun effet. Si bien qu'en juillet 1996, la cinquième rencontre de l'Université d'Agadir a été centrée sur la question de l'enseignement de la langue, et une pétition a été rédigée "pour la reconnaissance de la langue amazighe dans la prochaine réforme de la Constitution marocaine".

Conclusion

Sans avoir l'ampleur du mouvement berbère en Algérie, le mouvement amazigh marocain occupe une place importante sur les terrains culturel, associatif et politique. Jusqu'à aujourd'hui, il ne fait pas appel à la violence et ses revendications se placent toujours sur le terrain du droit.

Il reste, cependant, marqué du sceau de l'ambiguïté. L'objectif visé par ses promoteurs est-il de créer la base d'un parti qui participerait à la lutte pour la conquête de l'Etat ou d'initier un véritable projet alternatif pour une nouvelle forme de société ? Face à un espace politique clos et consensuel, l'espace culturel ne pourrait-il pas devenir le lieu du débat, permettant de "délégitimer le pouvoir à travers le principe de la diversité culturelle qui se lève contre l'exclusivisme du pouvoir"¹³. Il s'agirait ainsi de partir du culturel pour créer un espace de contestation qui pourrait par la suite se transformer en mouvement politique pour au nom de la diversité et du pluralisme, revendiquer une transformation globale de la société ou, au contraire, s'enfermer dans le communautarisme et imposer un modèle exclusiviste et unitaire qui aboutirait à l'échec du débat pluraliste.

¹³ – Militant du mouvement amazigh, cité par LEHTINEN, Terchi. –Op, cité.-p.77.